



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Mai 2024



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Mai 2024

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	5
1.1. Activité économique dans le monde	5
1.2. Actions des banques centrales	6
1.3. Marchés des matières premières	7
1.4. Marchés financiers	9
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	11
2.1. Production et demande de biens et services	11
2.2. Inflation	14
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	15
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	15
3.2. Taux d'intérêt des banques	16
3.3. Liquidité bancaire	16
3.4. Monnaie	18
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	19
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	19
4.2. Marché des titres de la dette publique	20
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	21
5.1. Croissance	21
5.2. Monnaie	22
5.3. Inflation	23
ANNEXES STATISTIQUES	24

PRINCIPAUX MESSAGES¹

1. Évolutions récentes

En **avril 2024**, l'économie est restée vigoureuse dans les pays développés comme dans les pays émergents, qui ont globalement enregistré une expansion. Dans les pays voisins et partenaires commerciaux de l'UEMOA, l'activité économique a, dans l'ensemble, connu une amélioration.

Aux **États-Unis**, la croissance est restée vigoureuse, portée par la bonne tenue des services. En **zone euro**, l'activité du secteur privé a progressé, tirée par la croissance du secteur des services. Au **Royaume-Uni**, l'activité économique a continué de se consolider pour le sixième mois consécutif en avril 2024, la croissance enregistrant son rythme le plus rapide depuis un an. Cette croissance est soutenue par une solide performance du secteur des services, malgré une légère baisse de la production manufacturière.

En **Chine**, l'activité économique a progressé par rapport à mars 2024, grâce à une augmentation de la production manufacturière et de l'activité des services, stimulée par une hausse des nouvelles commandes à l'exportation. En **Inde**, les activités manufacturières et des services ont continué de croître en avril 2024 par rapport à mars 2024. L'**Afrique du Sud**, pour sa part, a connu une légère amélioration de l'activité du secteur privé dans un contexte d'amélioration de l'approvisionnement en électricité.

En Afrique de l'Ouest, l'activité économique s'est légèrement améliorée au **Nigeria** et une progression plus importante de l'activité du secteur privé au **Ghana** a été enregistrée en avril 2024 par rapport au mois précédent, suite à l'augmentation des nouvelles commandes dans le commerce.

Les prix des principales matières premières exportées par les pays de l'UEMOA ont enregistré un accroissement attribuable aux conditions météorologiques défavorables et aux tensions géopolitiques qui ont affecté l'offre. De même, les prix des produits alimentaires importés dans la région ont connu une hausse, principalement en raison de la diminution de l'offre sur le marché.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique demeure robuste, en lien avec la vigueur de la demande intérieure. Le taux d'inflation, en glissement annuel, est ressorti à 3,7% en avril 2024, en hausse de 0,8 point de pourcentage par rapport à son niveau du mois précédent.

Le taux d'intérêt à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 6,07% en avril 2024, en hausse de 15 pnb par rapport à son niveau du mois précédent. Les conditions appliquées par les banques à la clientèle se sont durcies en mars 2024 (taux débiteurs : 7,01%, contre 6,95% en février 2024 et 6,75% en mars 2023).

La masse monétaire a enregistré une progression de 3,7%, en glissement annuel, à fin mars 2024, après 3,2% un mois plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+8,2%), dont l'impact sur la masse monétaire a été atténué par la dégradation des Actifs Extérieurs Nets (AEN).

2. Perspectives

Selon les prévisions effectuées par la BCEAO, le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 5,1% et 5,4% respectivement aux premier et deuxième trimestres 2024, après une croissance de 5,4% et 4,8% aux troisième et quatrième trimestres 2023. Cette dynamique serait tirée par la bonne tenue de la demande intérieure et par l'amélioration continue de certains secteurs tels que l'agriculture vivrière, le commerce, les services non marchands, le transport et le BTP. En ce qui concerne le niveau des prix, les données disponibles indiquent que le taux

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 21 mai 2023

d'inflation devrait s'établir à 3,7% en mai et en juin 2024, en lien avec la persistance des tensions sur les prix des produits céréaliers, en particulier dans les pays sahéliens qui ont enregistré une baisse de la production de céréales au cours de la campagne agricole 2023/2024.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

L'économie mondiale montre des signes d'amélioration, avec une croissance solide aux États-Unis et une performance plus modeste dans la zone euro, soutenue par un sentiment positif des entreprises et des investisseurs.

Aux **États-Unis**, l'activité économique est restée robuste avec un indice PMI à 51,3 points en avril 2024, mais légèrement en dessous de l'estimation du mois précédent (52,1 points). Ce ralentissement est principalement dû à une diminution de l'activité dans le secteur manufacturier, marquant ainsi son premier recul depuis février 2023. Cependant, le secteur des services est demeuré dynamique avec un indice PMI inchangé à 53,5 points. En avril 2024, l'indice PMI composite de la **zone euro** a enregistré une légère hausse, atteignant 51,7 points après 50,3 points le mois précédent, principalement due à l'augmentation de l'indice PMI dans le secteur des services. Cependant, la persistance de la contraction de l'activité dans le secteur manufacturier maintient l'indice PMI global en dessous de son niveau d'avant la crise, soit de 55,4 points en novembre 2019. Au **Royaume-Uni**, l'indice PMI composite a dépassé les estimations en atteignant 54,1 points en avril 2024, marquant le sixième mois consécutif de croissance avec le rythme le plus rapide depuis avril 2023. Bien que la production manufacturière ait légèrement baissé à 49,1 points, le secteur des services a affiché une reprise robuste avec un PMI de 55 points, impactant la croissance globale de la production dans le secteur privé. L'indice PMI composite du **Japon** a été révisé à la baisse à 52,3 points en avril 2024 par rapport à une estimation initiale de 52,6 points. Ce chiffre, en hausse par rapport à celui de mars 2024 (51,7 points), marque le quatrième mois consécutif d'expansion de l'activité du secteur privé, avec le rythme le plus élevé depuis août 2023. Le secteur des services a enregistré sa plus forte progression en huit mois, tirée principalement par une demande soutenue.

Au niveau des **pays émergents**, l'activité économique en **Chine** a atteint 52,8 points en avril 2024, la plus haute valeur depuis mai 2023, avec un accroissement de la production manufacturière et de l'activité des services, stimulé par une hausse des nouvelles commandes tournée vers l'extérieur. En **Inde**, l'indice PMI composite a été révisé à la baisse à 61,5 points en avril 2024, après avoir atteint 61,8 points en mars 2024. Il s'agit néanmoins du 33^e mois consécutif de progression de l'activité du secteur privé, soit la croissance la plus longue depuis près de 14 ans, reflétant la vigueur des secteurs manufacturier et des services. En avril 2024, l'indice PMI composite de la **Russie** a baissé à 51,9 points contre 52,7 points en mars 2024, reflétant la croissance la plus lente de l'activité du secteur privé en 15 mois. Ce ralentissement est dû à une reprise plus modérée de la production manufacturière, une légère augmentation dans le secteur des services et une faible croissance des nouvelles commandes. L'activité économique au **Brésil** a légèrement ralenti à 54,8 points par rapport au pic de 55,1 points enregistré en mars 2024 en raison du rythme de progression plus lent dans le secteur des services. Elle demeure toutefois robuste, en lien avec une accélération de la production industrielle atteignant son plus haut niveau depuis décembre 2020. En **Afrique du Sud**, l'indice PMI S&P Global est passé à 50,3 points en avril 2024, contre 48,4 points le mois précédent, traduisant une croissance de l'activité du secteur privé. Malgré le déclin continu de l'activité commerciale dû à une demande atone, le secteur privé a observé une légère amélioration avec une baisse moins prononcée des nouvelles commandes et une réduction des délestages, permettant aux entreprises d'augmenter leur production.

Au niveau des pays voisins de l'UEMOA, l'indice PMI composite du **Nigeria** a connu une légère augmentation à 51,1 points après 51,0 points au mois de mars dernier, traduisant une cinquième amélioration mensuelle consécutive des conditions des affaires dans le secteur privé. L'activité économique au **Ghana** a progressé à 51,3 points en avril 2024, après 50,9 points le mois précédent, soit le troisième mois consécutif d'expansion et son plus haut niveau depuis décembre 2023. Cette tendance haussière a été alimentée par une forte augmentation des nouvelles commandes dans le commerce.

1.2. Actions des banques centrales

Les principales banques centrales à travers le monde ont maintenu leurs taux directeurs inchangés en mai 2024, face à une inflation qui se situe à des niveaux supérieurs à leurs cibles.

Au niveau des pays avancés, la **Réserve fédérale américaine (FED)** a décidé, lors de sa réunion du 1^{er} mai 2024, de maintenir la fourchette cible du taux des fonds fédéraux entre 5,25% et 5,50%, pour la sixième fois consécutive. Cette décision a été influencée par des pressions inflationnistes persistantes et les tensions sur le marché du travail. En avril 2024, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 3,4% en rythme annuel. La **Banque d'Angleterre (BoE)** a décidé de maintenir son taux directeur à 5,25% lors de sa réunion du 9 mai 2024, soulignant la nécessité d'une politique monétaire restrictive pour ramener l'inflation de manière durable à l'objectif de 2%. Le taux d'inflation du Royaume-Uni est ressorti à 2,3% sur un an en avril 2024, après 3,2% le mois précédent. La **Reserve Bank of Australia (RBA)** a maintenu son taux directeur inchangé à 4,35% lors de sa réunion du 7 mai 2024, laissant les coûts d'emprunt constants pour la quatrième fois depuis leur dernière augmentation intervenue en novembre 2023. Même si la pression sur les prix a continué de s'atténuer, la RBA considère que le rythme de cette baisse a été plus lent que prévu en raison de l'inflation persistante des services.

La **Banque du Japon (BoJ)** a, le 26 avril 2024, maintenu inchangé son taux d'intérêt à court terme dans une fourchette de 0% à 0,1%. Elle prévoit une inflation de 2,8% pour l'exercice qui se terminera en mars 2025, contre une précédente prévision de 2,4%. La décision de la BoJ de maintenir le statu quo de sa politique monétaire a entraîné une dépréciation du yen qui, le 29 avril 2024, a passé la barre des 160 yens pour un dollar pour la première fois depuis 1990. Toutefois, le Gouverneur de la Banque du Japon estime que l'effet de la faiblesse du yen sur l'inflation n'est pas assez important pour le moment, écartant ainsi un relèvement du taux directeur pour relancer la monnaie. **Dans les pays émergents**, la **Banque centrale chinoise (PBoC)** a, lors du renouvellement de ses prêts à moyen terme arrivant à échéance le 15 mai 2024, laissé inchangé à 2,50% le taux de cette facilité. Cette décision de statu quo a été prise dans un contexte de recul du yuan par rapport au dollar et de contraction du crédit à l'économie. La **Banque centrale du Brésil** a abaissé son taux directeur de 25 points de base (pdb) à 10,50% lors de sa réunion du 8 mai 2024. Cette réduction est en lien avec l'évolution de l'activité économique marquée par le ralentissement des investissements, en raison de la hausse des coûts de financement pour les entreprises.

En Afrique, la **Banque centrale du Nigeria (CBN)** a, le 21 mai 2024, relevé son taux directeur de 150 points de base, pour la 11^e fois consécutive, en le portant à 26,25% après des augmentations de 200 points de base en mars et février 2024. Cette décision vise à freiner la montée de l'inflation (33,7% en avril 2024, contre 33,2% en mars) et à stabiliser la monnaie locale qui s'est dépréciée de près de 30% face au dollar le mois dernier.

Tableau 1 : synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2023 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2024 (en pdb)	Taux directeur au 21 mai 2024 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en avril 2024 (%)
Pays avancés					
États-Unis	100	0	{5,25 -5,50}	2,0	3,4
Zone euro	200	0	4,50	2,0	2,4
Royaume-Uni	175	0	5,25	2,0	2,3
Pays émergents					
Chine	-20	0	3,45	3,0	0,3
Russie	850	0	16,00	4,0	7,8
Inde	25	0	6,50	5,7	4,8
Brésil	-200	-125	10,5	{3,75+/-1,5}	3,7
Afrique du sud	100	0	8,25	{3,0 - 6,0}	5,2
Pays en développement					
Nigeria	225	750	26,25	{6,0 - 9,0}	33,7
Ghana	300	-100	29,00	{8,0+/-2,0}	25,0
CEMAC *	50	0	5,00	3,0	5,5

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernées, tradingeconomics.com ; * taux d'inflation annuel 2024

1.3. Marchés des matières premières

Les prix des principales matières premières exportées par les pays de l'UEMOA ont enregistré un accroissement attribuable aux conditions météorologiques défavorables et aux tensions géopolitiques. Les prix des produits alimentaires importés dans la région ont connu également une hausse, principalement en raison de la diminution de l'offre sur le marché.

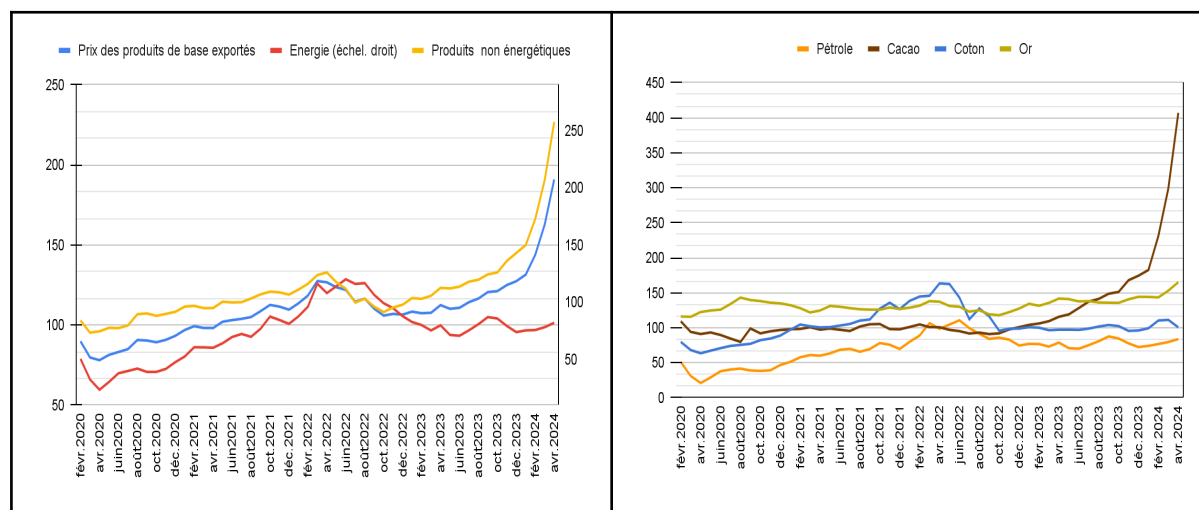
Les prix des principaux **produits de base exportés** par les pays de l'UEMOA ont enregistré une hausse, en glissement mensuel, de 17,3% en avril 2024, après une réalisation de +13,2% le mois précédent. Ce renchérissement s'explique par la hausse des cours de certains produits d'origine agricole (**cacao** : +36,0%, **café** : +17,9%, **huile de palmiste** : +8,4%, **noix de cajou** : 4,0%, **huile de palme** : +0,6%). Les produits énergétiques connaissent également un rebond, portés par la hausse des prix du **gaz naturel** (+19,0%) et du **pétrole** (+5,2%). Au niveau des métaux précieux et des minéraux, les cours de l'**or** ont connu une forte ascension en avril 2024 (+7,8%) et ceux du **zinc** (+3,5%) se sont également accrus. Par contre, un recul a été relevé au niveau des prix des fertilisants (**phosphate** : -11,7%), du **bois en grume** (-9,3%), des métaux et minéraux (**uranium** : -0,8%) et des autres matières premières (**coton** : -9,6%, **caoutchouc** : -0,7%).

La hausse des cours du **cacao** est due à un approvisionnement insuffisant en lien avec les faibles précipitations et les températures élevées dans les principales régions productrices de la Côte d'Ivoire, tandis que la demande reste soutenue. Les cours du **café** se sont raffermis eu égard au resserrement de l'offre au Vietnam et aux inquiétudes concernant la prochaine récolte affectée par des conditions chaudes et sèches dans les régions productrices du pays. Les prix des **huiles de palme** et de **palmiste** sont portés par la forte demande enregistrée à l'occasion de la fête marquant la fin du Ramadan, combinée à une baisse de la production due aux conditions météorologiques défavorables. Les cours du **pétrole** ont été soutenus par les tensions géopolitiques et les réductions de l'offre de l'OPEP+. L'escalade du conflit au Moyen-Orient a entraîné une hausse des prix du **gaz naturel** d'autant plus que la région joue un rôle crucial pour l'approvisionnement mondial, avec 20% du commerce mondial de gaz naturel liquéfié (GNL) passant par le détroit d'Ormuz. L'accroissement des prix de l'**or** est principalement attribuable à sa qualité de valeur refuge en période d'incertitudes économique et géopolitique,

aux achats accrus effectués par les particuliers, les entreprises et les banques centrales pour diversifier leurs réserves, ainsi qu'à l'anticipation d'un assouplissement monétaire par les grandes banques centrales. La hausse des prix du **zinc** est principalement due à une diminution de l'offre mondiale, notamment en Chine.

En revanche, la baisse des prix du **phosphate** en avril 2024 est attribuable à plusieurs facteurs, notamment une augmentation de la production de phosphate au cours des derniers mois dans les principaux pays producteurs tels que le Maroc et la Chine, une demande atone, ainsi que les perturbations des chaînes d'approvisionnement entraînant une accumulation des stocks. La baisse des cours du **coton** est imputable à une vente massive par les spéculateurs de leurs positions sur le marché couplée à l'augmentation des stocks de coton certifiés. Les prix du **caoutchouc** ont régressé suite à la baisse de la demande de la Chine et des États-Unis. En ce qui concerne le repli des cours de l'**uranium**, il s'explique par l'augmentation de l'offre sur le marché, en raison de la reprise des activités des mines dans les régions montagneuses des États-Unis.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

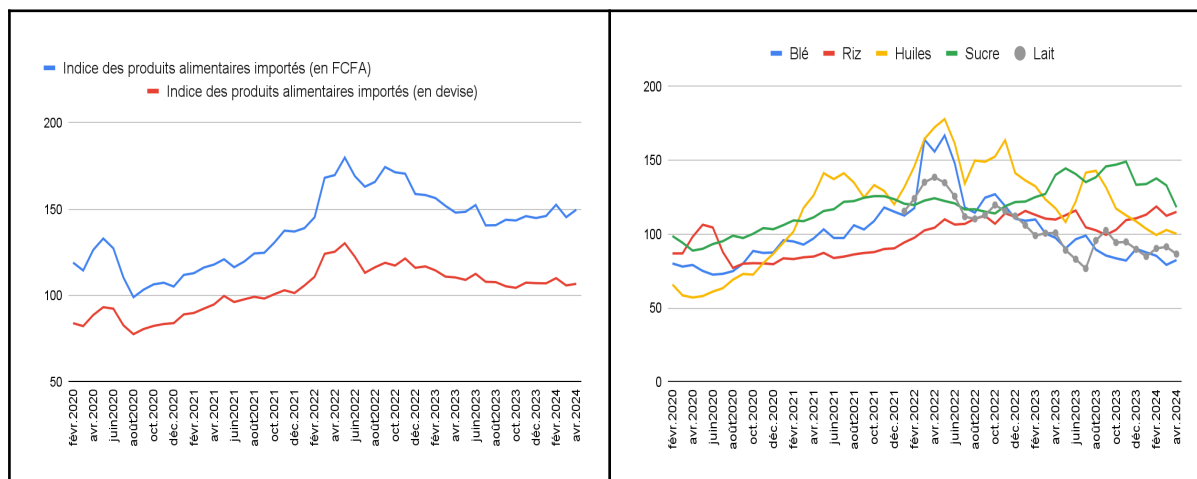
Par rapport à avril 2023, les prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA ont augmenté de 69,8%, après un accroissement de 33,9% le mois précédent. La hausse des cours concerne les produits agricoles (**cacao** : +251,7%, **café** : +67,9%, **caoutchouc** : +30,4%, **huiles végétales** : +9,0%, **coton** : +3,5% et **pétrole** : +2,8%), les minéraux (**uranium** : +70,7%) et les métaux précieux (**or** : +16,5%). En revanche, les prix du **bois en grume** (-27,2%), du **gaz naturel** (-22,7%), des fertilisants (**phosphate** : -14,4%) et du **zinc** (-10,5%) se sont repliés.

Les prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA se sont accrus de 0,9% en avril 2024, en variation mensuelle, après un recul de 3,8% un mois auparavant. La hausse concerne le **blé** (+4,1%) et le **riz** (+2,4%). En revanche, les prix du **lait** (-5,4%), du **sucre** (-5,2%) et de l'**huile de soja** (-2,6%) se sont repliés.

Le renchérissement du **blé** est lié aux tensions en mer Noire et aux conditions météorologiques défavorables en Europe avec un excès d'humidité dans le nord et une sécheresse dans le sud. Les prix du **riz** ont augmenté, en raison des inquiétudes concernant le resserrement des approvisionnements en lien avec la dégradation de la situation atmosphérique dans les principales zones de production et les restrictions à l'exportation de ce produit imposées par l'Inde.

En revanche, la baisse des prix du **lait** s'inscrit dans un contexte marqué par une augmentation de la production laitière en Europe, en Amérique du Nord et en Nouvelle-Zélande. La diminution des cours du **sucre** s'explique par les perspectives d'accroissement de la production en Inde, en Thaïlande et au Brésil. Le repli des cours de l'**huile de soja** découle principalement d'une faiblesse de la demande. En effet, l'industrie des biocarburants, qui représente une part importante de la demande d'huile de soja, a affiché une activité moins dynamique.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2023, les prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA ont reculé de 3,4%, après une baisse de 3,9% le mois précédent. Cette tendance baissière a été imprimée par le repli des cours du **sucre** (-16,0%), du **blé** (-15,4%), de l'**huile de soja** (-14,7%) et du **lait** (-14,2%). En revanche, le prix du **riz** (+5,4%) s'est renforcé.

Exprimés en franc CFA, les prix des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA ont progressé de +1,1%, suite à la hausse des prix du riz (+7,0%) et des huiles (+6,3%). La baisse des cours du sucre (-14,2%), du blé (-13,5%) et du lait (-12,3%) a atténué la tendance.

1.4. Marchés financiers

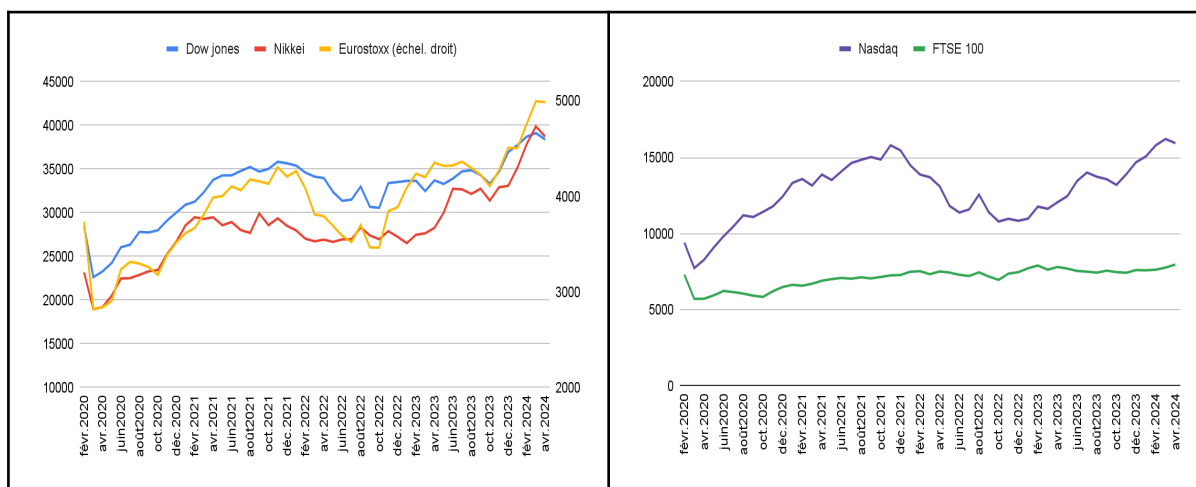
Les principaux indices boursiers des pays avancés ont connu une régression au cours du mois d'avril 2024, en raison des craintes persistantes d'une inflation élevée aux États-Unis, exacerbée par la montée des prix du pétrole dans un contexte de tensions géopolitiques au Moyen-Orient.

1.4.1. Les places boursières

Les principaux indices boursiers des pays avancés ont connu des évolutions globalement baissières par rapport au mois précédent. Cette baisse des marchés financiers mondiaux est en lien avec les craintes persistantes d'une inflation élevée aux États-Unis, exacerbée par la montée des prix du pétrole, en raison de tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Aux États-Unis, les indices NASDAQ et DOW JONES se sont repliés de 1,7% et 1,9% respectivement, après des augmentations de 2,6% et 1,1% le mois précédent. En zone euro, les indices EUROSTOXX 50 et CAC 40 de la France ont baissé de -0,2% et -0,5% respectivement par rapport à leur moyenne de mars 2024. Au Japon, l'indice NIKKEI 225 s'est affaibli de 2,9% au cours du mois. En revanche, l'indice FTSE 100 du Royaume-Uni a enregistré une amélioration de 2,5% après celle de 1,8% le mois précédent.

En Afrique, hormis l'indice NSE du Nigeria (-1,7%), les autres indices, notamment GSE du Ghana, MASI du Maroc, ainsi que FTSE de l'Afrique du Sud se sont renforcés respectivement de 2,7%, 2,5% et 2,2%.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)

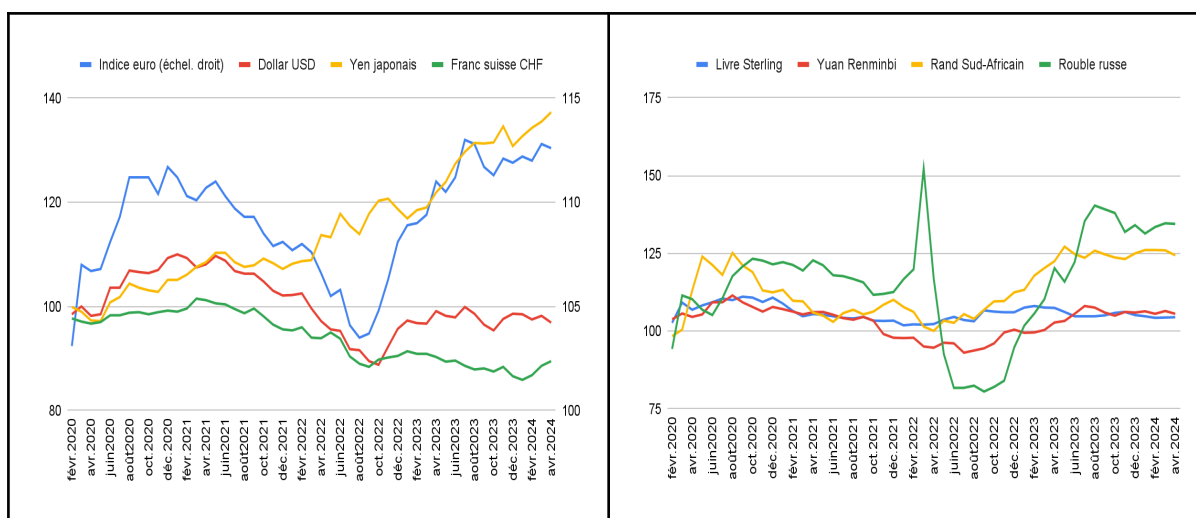


Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, s'est déprécié de 0,2% en avril 2024 comparativement à son niveau moyen du mois précédent, après une amélioration de 0,7%. La monnaie des pays de la zone euro s'est affaiblie de 1,3% face au dollar américain, de 0,6% vis-à-vis du dollar australien et de 0,4% par rapport au dollar canadien. L'euro a aussi perdu de la valeur vis-à-vis des monnaies des pays émergents, notamment la roupie indienne (-0,9%), le yuan chinois (-0,8%), la livre turque (-0,4%) et le rouble russe (-0,1%).

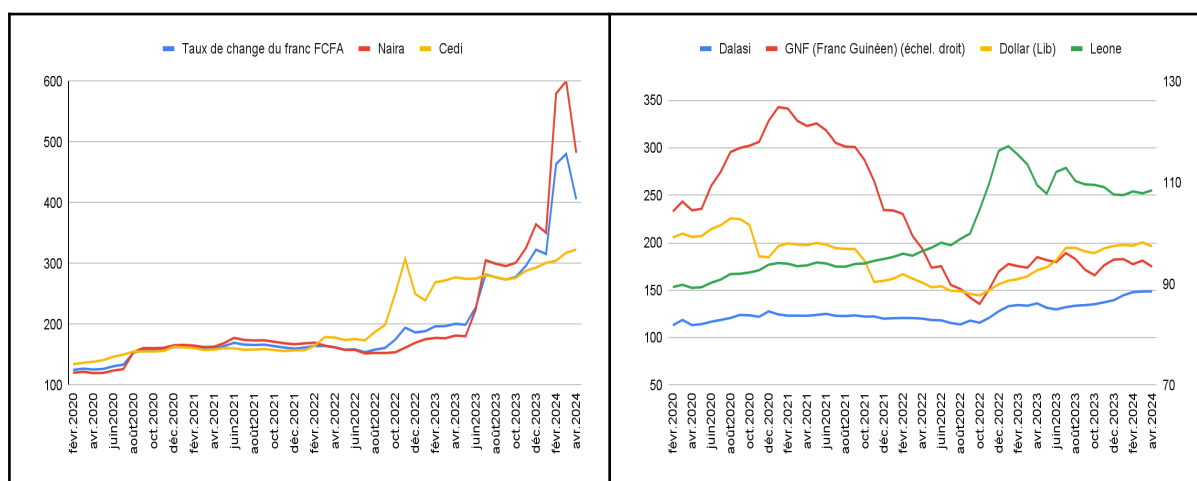
Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises (Indices, base 100 en 2016)



Sources : BCE, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA a enregistré, au cours du mois d'avril 2024, une baisse de 15,1% comparé à sa valeur du mois précédent, en lien avec sa dépréciation par rapport au naira (-19,1%), au dollar libérien (-2,2%) et au franc guinéen (-1,2%). En revanche, sur la même période, la monnaie des pays de l'UEMOA a pris de la valeur face au cedi (+1,4%), à la léone (+1,2%) et au dalasi (+0,1%).

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est apprécié de 102,9% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA enregistre une hausse de 167,4% et 16,3% respectivement par rapport au naira et au cedi ghanéen.

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs économiques disponibles à fin mars 2024 révèlent une évolution contrastée de l'activité économique à un rythme mensuel. La production industrielle s'est repliée de 0,8% en variation mensuelle. Le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est contracté de 4,8%, contre une hausse de +5,1% le mois précédent. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une poursuite de l'amélioration de l'activité dans tous les pays de l'Union à l'exception du Niger et du Mali. En outre, les prestations de services marchands et financiers ont enregistré des hausses respectives de 4,6% et 0,7% d'un mois à l'autre.

2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), a enregistré une baisse de 0,8% en mars 2024, contre une hausse de 6,3% un mois auparavant. La contraction de la production industrielle est imputable aux industries manufacturières (-0,5 point), aux activités extractives (-0,2 point) et à la production d'électricité, eau et gaz (-0,1 point).

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2022	2023	2024		2024	
	mars	mars	février	mars (*)	février	mars (*)
Production des activités extractives	0,6	-0,5	1,2	-0,2	0,1	0,5
dont pétrole brut et gaz naturel	0,0	-0,3	1,1	0,0	0,3	0,6
Industries manufacturières	-0,7	-0,1	4,8	-0,5	2,2	1,8
dont produits alimentaires et boissons	-1,8	0,4	5,2	0,1	1,1	0,8
textiles	-0,3	-0,5	-0,3	-0,1	-0,3	0,1
produits pétroliers raffinés	0,4	0,5	0,1	1,0	0,3	0,8
Electricité, eau et gaz	0,4	0,0	0,3	-0,1	0,4	0,3
Indice Général	0,3	-0,7	6,3	-0,8	2,7	2,6

Source : BCEAO, (*) données provisoires

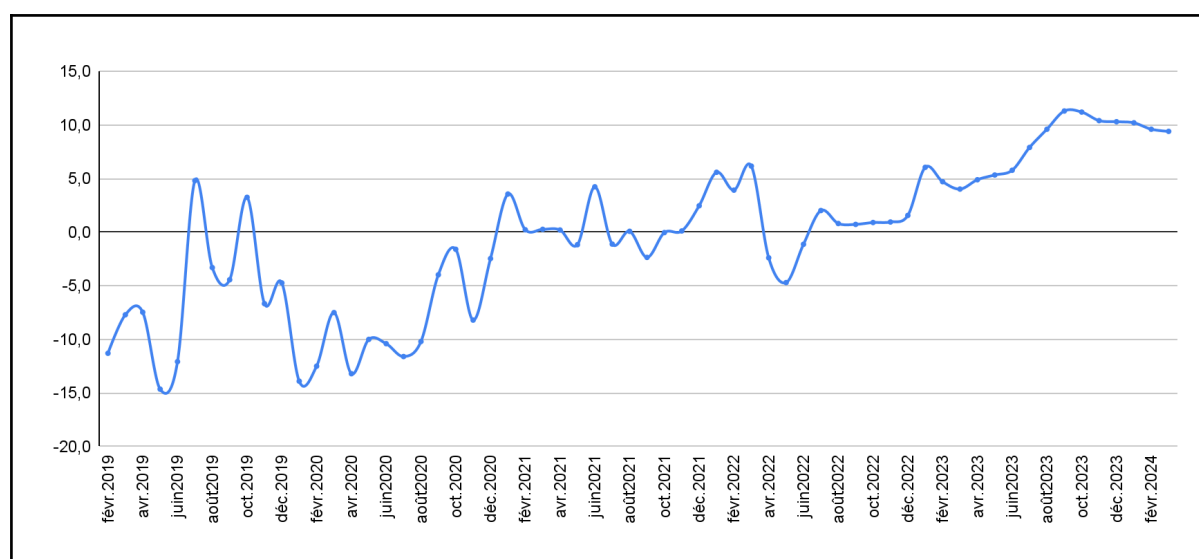
La production industrielle, en glissement annuel, a augmenté de 2,6% en mars 2024, après une hausse de 2,7% le mois précédent. Le dynamisme de l'activité économique est essentiellement tiré par le renforcement de l'industrie manufacturière (+1,8 point après +2,2 points le mois précédent), des activités extractives (+0,5 point après +0,1 point en février 2024) et de la production d'électricité, eau et gaz (+0,3 point après +0,4 point).

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font état d'une accélération de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), en mars 2024, par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +9,4 points contre +9,6 points en février 2024. Par pays, une amélioration de l'activité dans le secteur des BTP a été relevée au Sénégal (+31,7 points), au Bénin (+13,4 points), en Côte d'Ivoire (+10,8 points), au Togo (+8,4 points), en Guinée-Bissau (+8,2 points) et au Burkina (+6,9 points). En revanche, un repli de l'activité a été observé au Niger (-11,1 points) et au Mali (-9,8 points).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA

(écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

Le chiffre d'affaires du commerce de détail a connu une baisse, en variation mensuelle, de 4,8% au cours du mois de mars 2024, contre une croissance de 5,1% un mois plus tôt. La détérioration de l'activité, d'un mois à l'autre, dans le commerce de détail est principalement liée aux produits pétroliers (-2,2 points), à la vente d'automobiles, motocycles et pièces détachées (-1,1 point), aux produits pharmaceutiques et cosmétiques (-1,0 point), aux produits d'équipement de logement (-0,5 point), aux produits divers (-0,2 point) et aux articles d'équipement de la personne (-0,1 point).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO
(contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2022	2023	2024		2024	
	mars	mars	février	mars (*)	février	mars (*)
Produits de l'alimentation	-0,1	-0,9	0,7	0,3	-1,2	0,0
dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-0,4	-1,0	0,6	0,3	-1,3	0,0
Equipement de la personne	0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,1	0,2
dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,1	0,2
Equipement de logement	-0,5	-0,6	0,1	-0,5	0,2	0,3
Automobiles, motocycles et pièces détachées	0,2	0,0	0,8	-1,1	2,3	1,2
dont véhicules automobiles neufs	-0,2	0,1	0,4	-0,6	1,8	1,0
Produits pétroliers	-1,4	-2,7	2,2	-2,2	0,3	0,8
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	0,5	-0,5	0,7	-1,0	1,3	0,8
dont produits pharmaceutiques et médicaux	0,5	-0,6	0,7	-1,0	1,2	0,8
Produits divers	0,0	0,0	0,6	-0,2	0,5	0,3
INDICE GLOBAL	-1,2	-4,8	5,1	-4,8	3,5	3,5

Source : BCEAO (*) données provisoires

Le rythme de progression du chiffre d'affaires du commerce de détail, en glissement annuel, est ressorti stable à 3,5% en mars 2024 par rapport au mois précédent. La hausse de l'activité dans le commerce de détail est principalement due à la vente d'automobiles, motocycles et pièces détachées (+1,2 point), aux produits pharmaceutiques et cosmétiques (+0,8 point), aux produits pétroliers (+0,8 point), aux produits d'équipement de logement (+0,3%) et aux articles d'équipement de la personne (+0,2%).

2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, les services marchands non financiers se sont accrus de 4,6% en mars 2024, contre une baisse de 3,9% un mois plus tôt. Les services financiers ont enregistré une tendance similaire avec une hausse de 0,7% en mars 2024 contre un recul de 1,1% le mois précédent.

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2023		2024		2024	
	février	mars	février	mars (*)	février	mars (*)
Bénin	-6,3	7,1	-6,1	6,5	6,6	6,1
Burkina	-13,8	5,0	-11,3	3,6	4,2	2,8
Côte d'Ivoire	-1,0	2,8	-0,7	1,3	7,2	5,7
Guinée-Bissau	0,1	0,2	0,0	0,0	0,9	0,8
Mali	-6,2	13,4	-5,7	10,4	7,3	4,5
Niger	-4,4	3,8	0,3	3,5	0,1	-0,2
Senegal	-1,5	7,4	-3,9	10,1	7,5	10,2
Togo	-8,2	12,6	-7,0	5,2	11,6	4,2
INDICE GLOBAL	-4,5	5,8	-3,9	4,6	6,7	5,5

Source : BCEAO

(*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont connu une progression de 5,5% en mars 2024 après 6,7% un mois plus tôt. L'accroissement du chiffre d'affaires des services marchands est observé dans tous les pays de l'UEMOA, hormis le Niger (-0,2%). Les hausses concernent le Sénégal (+10,2%), le Bénin (+6,1%), la Côte d'Ivoire (+5,7%), le Mali (+4,5%), le Togo (+4,2%), le Burkina (+2,8%) et la Guinée-Bissau (+0,8%).

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2023		2024		2024	
	février	mars	février	mars (*)	février	mars (*)
Bénin	1,0	-10,5	0,4	-9,5	11,1	12,4
Burkina	-0,9	3,3	0,0	2,7	13,9	13,2
Côte d'Ivoire	-3,5	-0,4	-2,8	-0,6	17,2	17,0
Guinée-Bissau	-0,3	-0,2	-1,2	0,0	17,3	17,6
Mali	-1,7	8,8	-2,5	8,2	20,4	19,7
Niger	-5,9	1,3	-7,8	1,7	8,6	9,0
Sénégal	1,9	2,2	2,3	2,5	11,4	11,8
Togo	-0,7	0,3	1,2	0,0	6,5	6,2
INDICE GLOBAL	-1,4	0,7	-1,1	0,7	14,4	14,4

Source : BCEAO

(*) données provisoires

S'agissant des services financiers, le chiffre d'affaires s'est accru de 14,4%, en rythme annuel. Les hausses ont concerné l'ensemble des pays, à savoir le Mali (+19,7%), la Guinée-Bissau (+17,6%), la Côte d'Ivoire (+17,0%), le Burkina (+13,2%), le Sénégal (+11,8%), le Bénin (+12,4%), le Niger (+9,0%) et le Togo (+6,2%).

2.2. Inflation

L'inflation dans l'Union est ressortie, en avril 2024, en hausse par rapport à son niveau du mois précédent, en lien avec l'augmentation du rythme de progression des prix des produits alimentaires, combinée à celle de la composante logement.

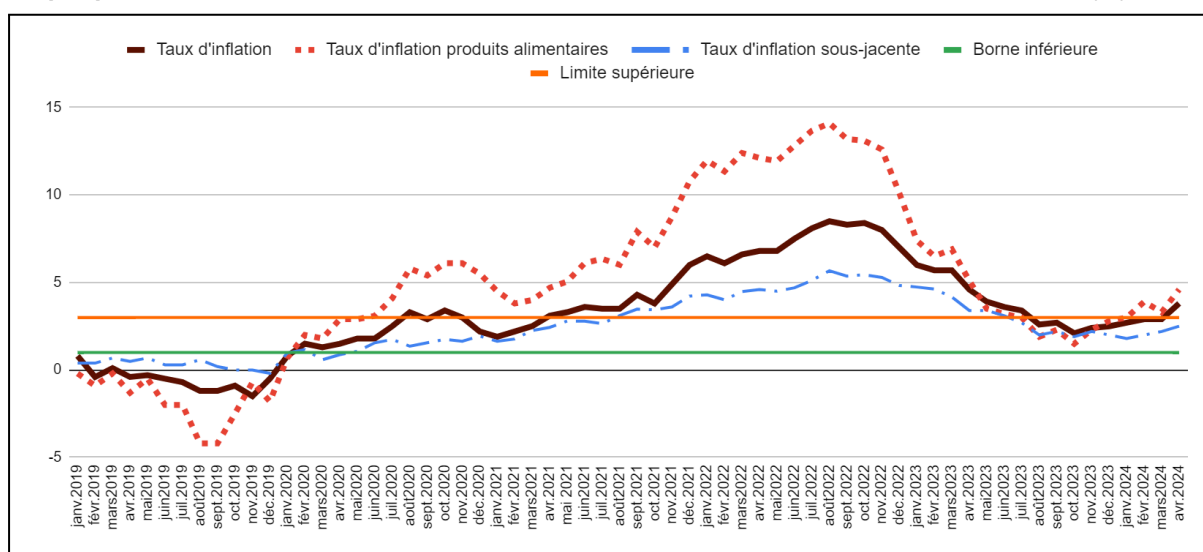
Le taux d'inflation est ressorti, en glissement annuel, à 3,7% en avril 2024, en hausse par rapport à son niveau du mois précédent. L'analyse par fonction montre des accélérations au niveau des composantes "produits alimentaires" (+4,9% en avril 2024 contre +3,3% en mars 2024) et "logement" (+4,3% contre +3,3% précédemment).

Les prix des produits alimentaires ont enregistré une augmentation de 4,9% au cours du mois sous revue, après une progression de 3,3% un mois plus tôt, sous l'influence de la hausse des

prix des légumes frais (+13,1% contre +11,3%) et des céréales (+7,6% contre +5,0%). S'agissant de la composante "logement", le regain de tension affiché est en lien avec la hausse des prix des combustibles solides (+13,4% contre +7,9%), notamment le bois et le charbon de bois au Bénin, au Niger, au Mali et au Sénégal. Il résulte également du renchérissement de l'eau potable vendue aux bornes fontaines au Niger.

L'analyse par pays révèle des augmentations de l'inflation au Niger (+11,0% contre +8,5%), au Burkina (+3,7% contre +2,6%), au Bénin (+3,1% contre +0,0%), en Guinée-Bissau (+2,9% contre +2,3%) et au Mali (+0,9% contre -2,0%). Par contre, des décélérations sont notées au Sénégal (+2,3% contre +3,3%) et au Togo (+2,6% contre +2,7%). L'inflation est restée stable à 3,8% en Côte d'Ivoire. Le regain d'inflation dans certains pays de l'Union s'explique par la progression des prix des céréales locales, notamment au Bénin (+41,2%), au Burkina (+2,3% contre -0,3%), en Guinée-Bissau (-6,2% contre -13,7%) et au Niger (+29,8%).

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacent, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, est ressorti à 2,5% en mars 2024 contre 2,2% le mois précédent.

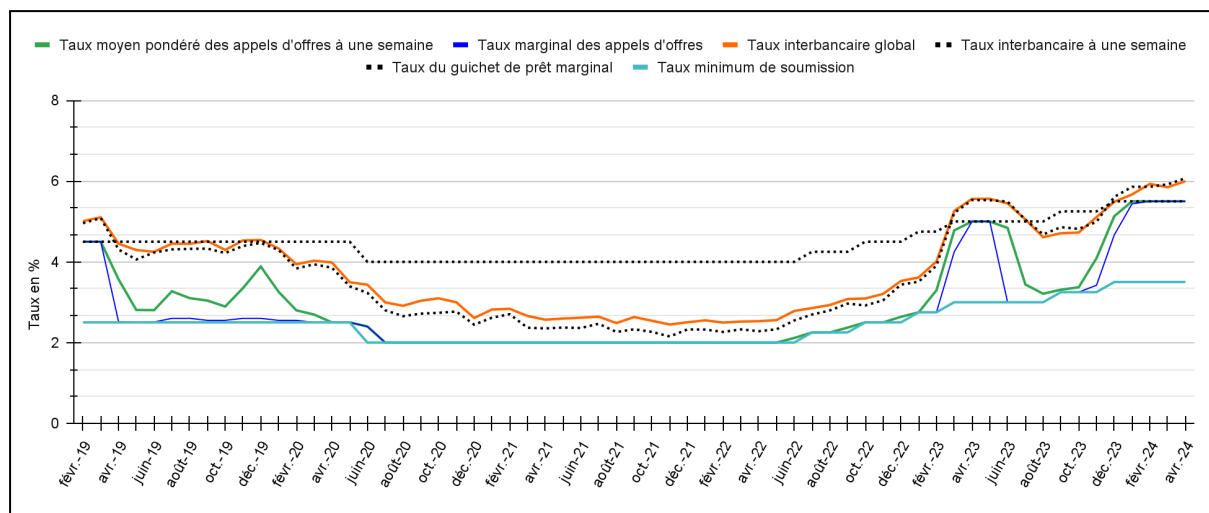
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a tenu, le 6 mars 2024, la première session ordinaire de son Comité de politique monétaire (CPM) de l'année 2024 au cours de laquelle l'instance a maintenu inchangés ses principaux taux directeurs, en vigueur depuis le 16 décembre 2023. Ainsi, le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité reste à son niveau de 3,50% et le taux du guichet de prêt marginal, à son niveau de 5,50%.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Les taux moyens pondérés des appels d'offre à une semaine et le taux marginal des appels d'offre sont restés stables entre mars et avril à 5,50%. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine a augmenté de 15 pnb en passant de 5,92% en mars 2024 à 6,07% en avril 2024. Globalement, les échanges sur le marché interbancaire se sont effectués en moyenne à 6,00% en avril 2024, en hausse de 15 pnb par rapport à mars 2024 et de 44 pnb par rapport à la valeur d'il y a un an.

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt des banques

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois de mars 2024 ont progressé de 6 pdb par rapport au mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen est ressorti à 7,01% en mars 2024 et à 6,75% un an plus tôt. Le coût du crédit bancaire a progressé au Niger (8,60% contre 8,54%), au Bénin (7,76% contre 7,44%), au Mali (7,57% contre 7,23%), au Togo (7,54% contre 7,40%), en Côte d'Ivoire (6,85% contre 6,72%) et au Sénégal (6,40% contre 6,25%). Par contre, une baisse a été observée en Guinée-Bissau (8,51% contre 8,96%) et au Burkina (7,26% contre 7,73%).

Les taux d'intérêt créditeurs sur les dépôts à terme ont progressé de 18 pdb pour s'établir à 5,40%, contre 5,22% un mois plus tôt et 5,24% une année auparavant. Par pays, la rémunération des dépôts s'est améliorée au Burkina Faso (6,09% contre 5,75%), au Niger (6,05% contre 5,70%), au Togo (5,83% contre 5,69%), au Bénin (5,54% contre 5,44%), au Mali (5,46% contre 5,11%) et en Côte d'Ivoire (4,39% contre 4,25%). Les taux d'intérêt créditeurs ont, en revanche, reculé dans deux pays de l'Union à savoir la Guinée-Bissau (5,68% contre 5,70%) et le Sénégal (3,88% contre 5,24%).

3.3. Liquidité bancaire

En avril 2024, les facteurs autonomes ont exercé une incidence négative de 100,5 milliards sur la trésorerie des banques. Cette incidence s'explique par le solde des retraits nets de billets ainsi que celui des opérations des Etats avec les banques et autres facteurs nets qui sont ressortis respectivement à 206,5 milliards et 333,2 milliards. Les transferts nets des banques ont, pour leur part, compensé cette détérioration de la liquidité bancaire à hauteur de 439,2 milliards. Durant la même période, le refinancement accordé par la BCEAO aux banques de l'UEMOA a augmenté de 45,9 milliards.

Tableau 6 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques (montants en milliards de FCFA)

	avr-23 / mars-23	mars-24 / févr-24	avr-24 / mars-24
Circulation fiduciaire (1)	241,7	228,0	206,5
Transferts nets des banques (2)	69,5	-377,6	439,2
Opérations des États avec les banques et autres facteurs nets (3)	-115,9	346,6	-333,2
Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) - (1)	-288,2	-259,0	-100,5
Réserves obligatoires (5)	-36,8	25,8	-36,0
Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) - (4)	251,4	284,8	64,5
Refinancements (7)	368,3	85,3	45,9
Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7)	80,2	-173,7	-54,6

Source : BCEAO

En conséquence, la liquidité bancaire s'est détériorée de 54,6 milliards d'un mois à l'autre.

Tableau 7 : Répartition des refinancements suivant les guichets²

	Encours			Variation (en milliards)	
	avr. 23	mars 24	avr. 24	mars-24 / févr-24	avr-24 / mars-24
Guichet hebdomadaire	6 236,0	7 079,9	7 378,5	299,9	298,6
Guichet mensuel	1 605,0	558,3	533,3	-25,0	-25,0
Guichet de prêt marginal	3,6	436,2	383,4	-114,6	-52,7
Guichet de relance	853,5	375,0	200,0	-75,0	-175,0
Guichet de Soutien et de Résilience	6,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Refinancement total de la Banque Centrale	8 704,4	8 464,0	8 514,6	85,3	45,9

Source : BCEAO

L'examen de la constitution des réserves obligatoires par les banques pendant la période allant du 16 mars 2024 au 15 avril 2024 révèle un excédent par rapport au niveau des réserves requises. Les réserves excédentaires des banques se sont élevées à 1.183,4 milliards, représentant ainsi 99,1% des réserves requises contre 1.186,7 milliards (96,5% des réserves obligatoires) sur la période précédente.

Tableau 8 : Niveau des réserves excédentaires selon la présence au refinancement (montants en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

Pays	Banques venant au refinancement			Autres banques			Total	
	Réserves excédentaires	RO	En % des réserves requises	Réserves excédentaires	RO	En % des réserves requises	Réserves excédentaires	En % des réserves requises
Bénin	96,6	90,4	106,9	1,7	0,7	232,7	98,4	107,9
Burkina	131,1	130,3	100,6	2,6	1,5	173,6	133,6	101,4
Côte d'Ivoire	430,2	407,2	105,7	190,6	46,5	409,5	620,8	136,8
Guinée-Bissau	3,6	5,4	66,9	0,4	2,1	19,0	4,0	53,5
Mali	-0,5	140,3	-0,3	0,0	0,0	-	-0,5	-0,3
Niger	2,9	46,9	6,2	5,7	1,0	575,1	8,6	17,9
Sénégal	89,0	208,8	42,6	184,7	45,0	410,4	273,7	107,8
Togo	31,8	31,2	101,9	12,9	36,2	35,6	44,7	66,3
UMOA	784,8	1 060,6	74,0	398,6	133,1	299,5	1 183,4	99,1

Source : BCEAO, RO : Réserves Obligatoires.

3.4. Monnaie

En mars 2024, le rythme de progression de la masse monétaire est ressorti, en glissement annuel, à 3,7%, après 3,2% atteint le mois précédent, en lien avec l'évolution de ses

² Les données des encours ne concernent que les banques

contreparties. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire a augmenté de 4,9% en mars 2024, après 3,3% en février 2024 tandis que les dépôts ont connu une hausse de leur rythme de progression, en passant de 3,2% à fin février 2024 à 3,3% à fin mars 2024.

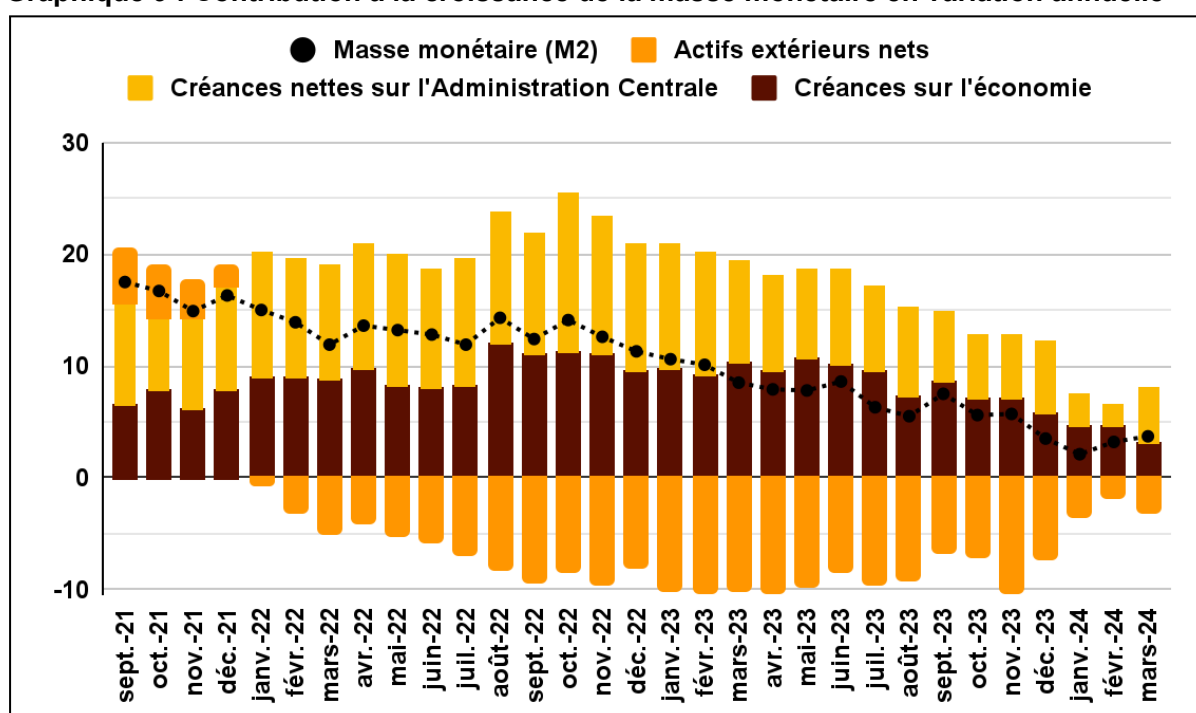
Tableau 9 : Situation monétaire à fin mars 2024 (montants en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	févr.-23	mars-23	fév.-24	mars-24	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
Masse monétaire (M2)	45 491,5	45 659,1	46 940,8	47 340,8	1,2	0,9	3,2	3,7
Circulation fiduciaire	10 205,1	10 294,7	10 541,5	10 804,2	-0,4	2,5	3,3	4,9
Dépôts	35 286,4	35 364,4	36 399,3	36 536,6	1,6	0,4	3,2	3,3
Actifs extérieurs nets	2 929,1	2 878,0	2 142,6	1 530,2	6,9	-28,6	-26,9	-46,8
Créances intérieures	53 052,7	53 444,3	56 585,6	57 848,1	0,0	2,2	6,7	8,2
Créances nettes sur APUC	21 317,6	20 897,7	22 439,3	23 635,6	-0,3	5,3	5,3	13,1
Créances sur l'économie	31 735,0	32 546,6	34 146,4	34 212,5	0,2	0,2	7,6	5,1

Source : BCEAO

La progression de la masse monétaire en mars 2024 résulte essentiellement de la hausse des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+4.403,9 milliards ou +8,2%), dont l'impact a été atténué par la dégradation des Actifs Extérieurs Nets.

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.4.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin mars 2024, les AEN des institutions de dépôt de l'Union se sont contractés de 1.347,8 milliards, en un an.

3.4.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 8,2% à fin mars 2024, après 6,7% en février 2024. En lien avec le recours des Etats au marché financier régional pour le financement du déficit public, les créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale se sont accrues de 13,1% à fin mars 2024, après 5,3% à fin février 2024.

Le financement du secteur privé est demeuré dynamique. Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 5,1% à fin mars 2024 après 7,6% à fin février 2024. Les crédits accordés aux entreprises non financières ont augmenté de 7,4% et ceux octroyés aux ménages et aux Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) se sont accrues de 6,0% à fin mars 2024, après respectivement 9,5% et 8,8% le mois précédent.

IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

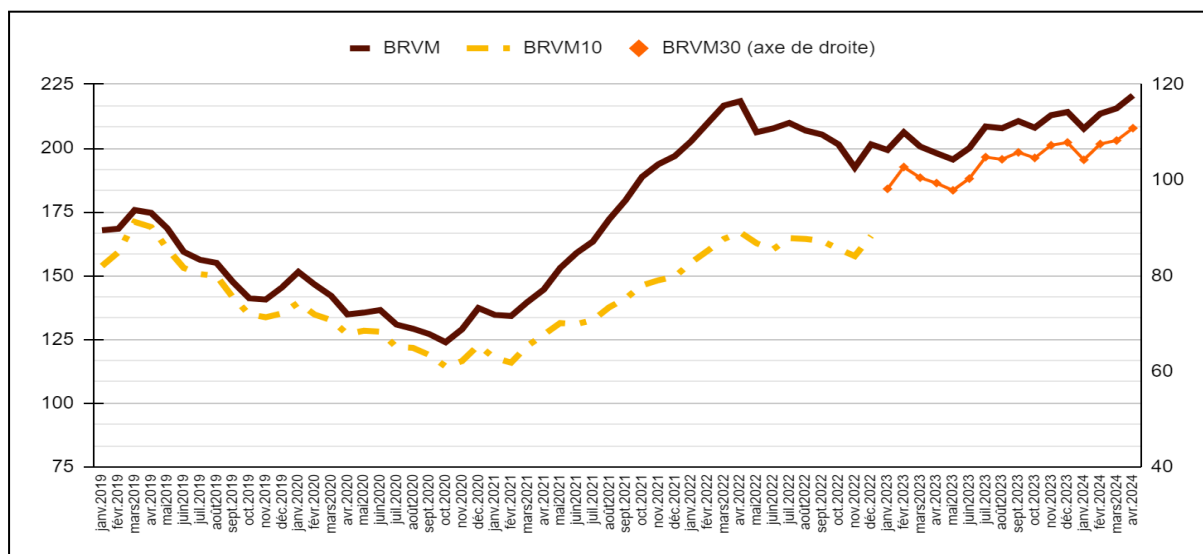
Les activités du marché boursier régional ont connu des évolutions à la hausse. Les Etats ont, pour leur part, mobilisé un total de 822,8 milliards en avril 2024 sur le marché financier.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indicateurs d'activité ont affiché des évolutions à la hausse. A fin avril 2024, l'indice global, le BRVM Composite, s'est renforcé de 2,4% par rapport à sa valeur à fin mars 2024, pour s'établir à 220,7 points. De même, l'indice des trente valeurs les plus actives, le BRVM 30, lancé en début janvier 2023 en remplacement de l'indice BRVM 10, a progressé de 2,4% par rapport à sa valeur à fin mars 2024, pour se situer à 110,8 points. A la date du 15 mai 2024, l'indice BRVM Composite a reculé de 0,6% par rapport à sa valeur de fin avril 2024. De même, l'indice BRVM 30 s'est replié de 0,6% sur la même période.

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont améliorés respectivement de 11,4% et 11,6% par rapport à fin avril 2023.

Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)

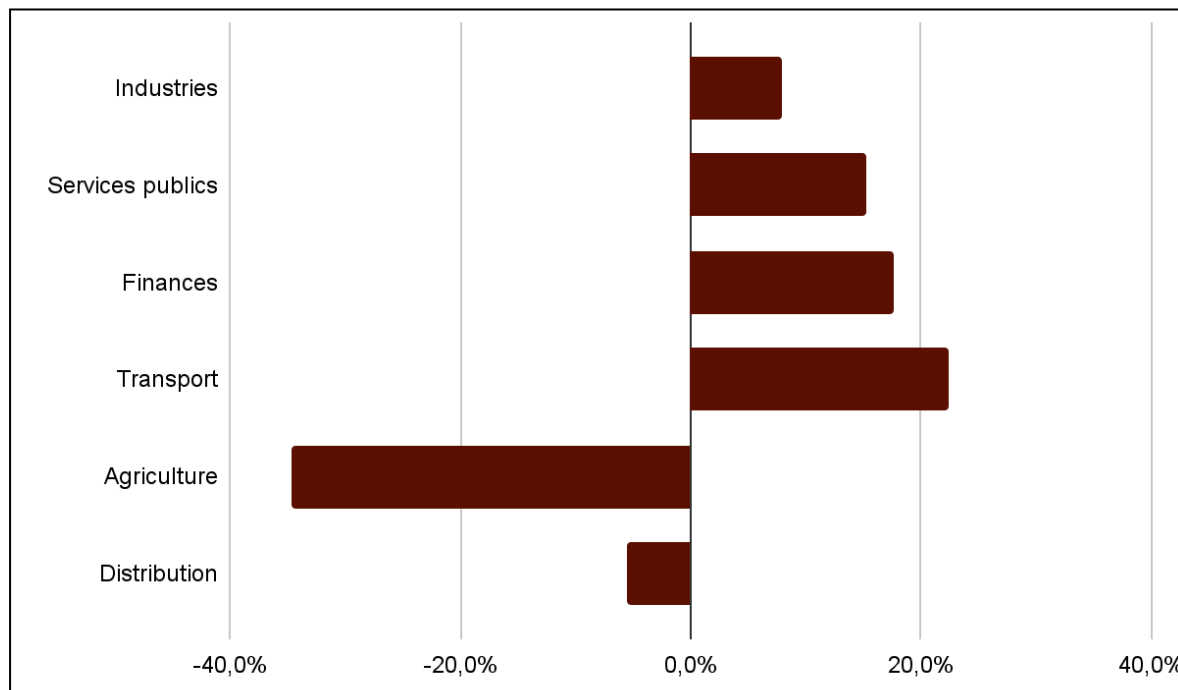


Source : BRVM

S'agissant de la capitalisation boursière totale, elle s'est accrue de 6,7% par rapport à fin avril 2023 pour s'établir à 18.486,0 milliards. Cette orientation haussière a été imprimée notamment

par le renforcement des indices des branches « Transport » : +22,4%, « Finances » : +17,5% et « Services publics » : +15,2%, amoindri par la branche « Agriculture » : -34,7%. Dans le détail, la capitalisation des actions a progressé de 11,4% à 8.209,3 milliards et celle des obligations de 3,2% à 10.276,7 milliards.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en avril 2024 en variation annuelle



Source : BRVM

4.2. Marché des titres de la dette publique

Sur le **marché par adjudication**, les ressources levées par les Etats membres de l'UMOA à fin avril 2024 se sont établies, en termes bruts, à 822,8 milliards, dont 517,8 milliards de bons du Trésor (62,9%) et 305,0 milliards d'obligations (37,1%). Par rapport à mars 2024, les ressources mobilisées ont augmenté de 165,9 milliards (+25,3%). Cette progression des mobilisations sur ce marché provient à la fois de la hausse des émissions de bons (+66,4 milliards) et des obligations (+99,5 milliards). En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication a également progressé de 59,2% (+306,1 milliards).

Le taux de couverture³ global des montants mis en adjudication par les souscriptions a progressé en avril 2024, ressortant à 124,4%, contre 118,4% le mois précédent.

Le compartiment par **syndication** a enregistré, au cours du mois sous revue, une seule émission, pour un montant global de 80,0 milliards, contre 170,0 milliards le mois précédent, soit une baisse de 90,0 milliards.

En glissement annuel, le volume des émissions sur ce marché a baissé de 40,0 milliards (-33,3%).

³ Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

Tableau 10 : Ressources mobilisées par les États (en milliards)*(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)*

	avril 2023	mars 2024	avril 2024	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
Bons	443,8	451,4	517,8	66,4	14,7	74,0	16,7
Obligations	192,9	375,5	385,0	9,5	2,5	192,1	99,6
Par adjudication	72,9	205,5	305,0	99,5	48,4	232,1	318,4
Par syndication	120,0	170,0	80,0	-90,0	-52,9	-40,0	-33,3
Total adjudication	516,7	656,9	822,8	165,9	25,3	306,1	59,2
Total marché régional des titres publics	636,7	826,9	902,8	75,9	9,2	266,1	41,8
Marché des eurobonds	0,0	0,0	0,0	-	-	-	-
Total général	636,7	826,9	902,8	75,9	9,2	266,1	41,8

Sources : UMOA -Titres, AMF-UMOA, BCEAO.

Les taux d'intérêt se sont inscrits en hausse, à la fois pour les bons et les obligations, d'un mois à l'autre. En effet, le taux d'intérêt moyen pondéré des bons a progressé de 76 points de base (pdb) pour s'établir à 7,99% en avril 2024, contre 7,23% en mars 2024. Pour sa part, le rendement moyen pondéré sur les obligations a progressé de 68 pdb pour s'établir à 7,77% en avril 2024, contre 7,09% en mars 2024. Par rapport à la même période de l'année précédente, les coûts des emprunts publics sont ressortis en hausse, respectivement de 165 pdb et 115 pdb pour le taux moyen pondéré des bons du Trésor et le rendement moyen pondéré⁴ des obligations.

Les **marchés internationaux** des capitaux n'ont pas enregistré d'opérations des Etats membres au cours du mois sous revue.

Tableau 11 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États*(En point de pourcentage)*

	avril 2023	mars 2024	avril 2024	Variation	
				mensuelle	annuelle
Bons	6,34	7,23	7,99	0,76	1,65
Obligations	6,62	7,09	7,77	0,68	1,15
<i>Par adjudication</i>	6,98	8,04	8,11	0,07	1,13
<i>Par Syndication</i>	6,40	5,94	6,50	0,56	0,10
Eurobonds	-	-	-	-	-

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

La progression de l'activité économique se poursuivrait dans l'Union. Les perspectives économiques sont favorables. Elles restent toutefois tributaires de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire ainsi que des effets climatiques. Les performances des économies de l'UEMOA seraient portées par la bonne tenue des services et de l'industrie manufacturière.

5.1. Croissance

Dans les mois à venir, le dynamisme de l'activité économique de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement soutenue par la hausse attendue de la demande intérieure et l'amélioration continue de certains secteurs tels que l'agriculture vivrière, le commerce, les services non marchands, le transport et le BTP.

⁴ Le rendement moyen pondéré se rapporte au rendement moyen sur les soumissions d'obligations, pondéré des montants retenus.

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture menée par la BCEAO, l'activité économique dans l'ensemble des secteurs serait bien orientée et les chefs d'entreprise interrogés anticipent de meilleures performances, malgré la dégradation des conditions de production. Les branches commerciales, les industries manufacturières et extractives, ainsi que les services marchands et financiers devraient connaître une accélération.

Selon les prévisions de la BCEAO, l'activité économique devrait, en glissement annuel, progresser de 5,1% et 5,4% respectivement aux premier et deuxième trimestres 2024, après une croissance de 5,4% et 4,8% aux troisième et quatrième trimestres 2023. Les bonnes performances de la demande intérieure renforceraient la croissance économique des pays de l'UEMOA. Globalement, il est attendu une croissance du PIB de 6,1% en moyenne sur l'année 2024, après 5,7% en 2023.

Tableau 12 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA
(contribution en point de %)

	Réalizations				Estimation	Prévisions	
	1T2023	2T2023	3T2023	4T2023	1T2024	2T2024	3T2024
Secteur primaire	1,5	1,4	1,3	1,3	1,4	1,3	1,4
Agriculture vivrière	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1
Sylviculture	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Pêche et élevage	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Secteur secondaire	0,6	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,7
Activités extractives	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Industries manufacturières	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4
Production et dist. Électricité, gaz et eau	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
BTP	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Secteur tertiaire	3,5	3,6	3,4	3,0	3,2	3,4	3,6
Commerce	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8	0,8
Transports, postes et communications	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8
Services non marchands	0,8	0,9	0,8	0,7	0,8	0,8	0,9
Impôts et taxes	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5
Produit Intérieur Brut	5,6	5,7	5,4	4,8	5,1	5,4	5,7

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations situeraient le taux de croissance annuelle de la masse monétaire de l'Union à 4,1% à fin avril 2024, en hausse de 0,4 pdp par rapport à son niveau de mars 2024. La hausse de 1.865,9 milliards qui en résulterait, serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de 8,6%, atténué par la baisse des AEN des institutions de dépôt (-39,6%).

En particulier, le renforcement des créances intérieures serait lié à la hausse attendue, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+13,0%) et de celle des créances sur l'économie (+5,8%).

Analysé sous l'angle de ses composantes, l'accroissement, en glissement annuel, de la masse monétaire se traduirait à fin avril 2024 par la hausse des dépôts (+3,7%) et de la circulation fiduciaire (+5,3%).

5.3. Inflation

Sur la base des informations disponibles, le taux d'inflation au sein de l'Union, en glissement annuel, devrait s'établir à 3,7% en mai 2024 et en juin 2024. Cette évolution serait en ligne avec la persistance des tensions sur les prix des produits céréaliers, en particulier dans les pays sahéliens qui ont enregistré une baisse de la production de céréales au cours de la campagne agricole 2023/2024.

Tableau 13 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction
(contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations					Estimation	Prévision	
	déc. 19	déc. 20	déc. 21	déc. 22	mars 24	avril 24	mai 24	juin 24
Produits alimentaires et boissons	-0,5	1,8	4,7	4,6	1,5	1,9	1,9	1,9
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Logement	0,2	-0,1	0,5	0,6	0,4	0,5	0,5	0,5
Ameublement	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Santé	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Transport	0,1	0,0	0,2	0,7	0,2	0,3	0,3	0,3
Communication	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Enseignement	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,0	0,2	0,1	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Autres biens	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Ensemble	-0,5	2,2	6,0	7,0	2,9	3,7	3,7	3,7

Sources : INS, BCEAO



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2022	2023	2024		2024	
	mars	mars	février	mars (*)	février	mars (*)
PRODUITS DE L'ALIMENTATION	-0,1	-0,9	0,7	0,3	-1,2	0,0
Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture	0,4	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0
Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-0,4	-1,0	0,6	0,3	-1,3	0,0
EQUIPEMENT DE LA PERSONNE	0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,1	0,2
Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,1	0,2
Montres, horloges, bijoux et pierre précieuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
EQUIPEMENT DU LOGEMENT	-0,5	-0,6	0,1	-0,5	0,2	0,3
Ameublement, équipements et produits ménagers	-0,2	-0,5	0,0	-0,4	0,0	0,0
Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre	-0,4	-0,1	0,1	0,0	0,2	0,3
AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIÈCES DÉTACHÉES	0,2	0,0	0,8	-1,1	2,3	1,2
Véhicules automobiles neufs	-0,2	0,1	0,4	-0,6	1,8	1,0
Véhicules automobiles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Motocycles neufs	0,0	-0,1	0,1	-0,1	0,1	0,1
Motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs	0,3	-0,1	0,3	-0,4	0,4	0,1
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUITS PETROLIERS	-1,4	-2,7	2,2	-2,2	0,3	0,8
Produits pétroliers	-1,4	-2,7	2,2	-2,2	0,3	0,8
PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMETIQUES	0,5	-0,5	0,7	-1,0	1,3	0,8
Produits pharmaceutiques et médicaux	0,5	-0,6	0,7	-1,0	1,2	0,8
Parfumerie et produits de beauté	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0
PRODUITS DIVERS	0,0	0,0	0,6	-0,2	0,5	0,3
Machines de bureau et matériel et informatique	0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0
Autres appareils électriques et électroniques non ménagers	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,1	0,0
Autres produits	0,2	0,0	0,4	-0,2	0,5	0,3
INDICE GLOBAL	-1,2	-4,8	5,1	-4,8	3,5	3,5

Source : BCEAO (*) données provisoires, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2022	2023	2024		2024	
	mars	mars	février	mars (*)	février	mars (*)
PRODUCTION DES ACTIVITES EXTRACTIVES	0,6	-0,5	1,2	-0,2	0,1	0,5
Pétrole brut et gaz naturel	0,0	-0,3	1,1	0,0	0,3	0,6
Minerais d'uranium et de thorium	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,3	-0,3
Minerais métalliques	0,6	-0,1	0,4	0,0	0,0	0,1
Autres minerais	0,1	-0,1	-0,3	-0,2	0,2	0,1
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	-0,7	-0,1	4,8	-0,5	2,2	1,8
Produits alimentaires et de boissons	-1,8	0,4	5,2	0,1	1,1	0,8
Produits à base de tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Textiles	-0,3	-0,5	-0,3	-0,1	-0,3	0,1
Articles d'habillement	-0,1	-0,1	0,1	-0,8	-0,4	-1,1
Cuir; articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie	0,0	-0,2	-0,4	-0,5	0,6	0,3
Papier, carton et articles en papier et en carton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers raffinés	0,4	0,5	0,1	1,0	0,3	0,8
Produits chimiques	-0,7	0,1	0,3	0,0	-0,1	-0,2
Caoutchouc et matières plastiques	-0,2	-0,7	0,4	-1,6	0,3	-0,6
Autres produits minéraux non métalliques	1,4	-0,5	-0,1	0,2	0,0	0,7
Produits métallurgiques de base	0,0	-0,5	-0,5	-0,3	0,7	0,8
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	0,6	1,4	0,0	1,4	0,1	0,2
Machines et matériel n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Machines et appareils électriques n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres matériels de transport	-0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,2	0,0
Meubles; activités de fabrication n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits de récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ ET D'EAU	0,4	0,0	0,3	-0,1	0,4	0,3
Electricité, gaz, vapeur et eau chaude	0,4	0,0	0,3	-0,1	0,3	0,2
Eau	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Indice Général	0,3	-0,7	6,3	-0,8	2,7	2,6

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS
n.c.a. : non classé par ailleurs



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST